

LECO

de la semaine

15 au 21 Mars 2025



SOMMAIRE

17 ^e édition de la FEPA : exposition massive d'animaux vivants	2
Autonomisation des femmes : l'UE promeut l'excellence de l'artisanat malgache.....	2
Micros, petites et moyennes entreprises : l'accès au financement et à l'énergie reste un défi.....	3
Promotion : deux nouveaux administrateurs rejoignent l'EDBM	3
Global Business Forum : une vitrine mondiale organisée par WTCA à Marseille	4
Exploitation artisanale du Mica : élaboration d'un nouveau référentiel	5
Politique budgétaire : des mesures pour renforcer les finances publiques	5
Réunion à Genève : Madagascar défend sa politique de la dette.....	6
Échange commercial : l'Union européenne négocie un accord économique approfondi.....	7
Mobile banking : lancement d'Orange Money Pro pour les transactions des professionnels	7
Commerce et consommation : les associations de défense des droits des consommateurs aux côtés de l'Etat	8
Opportunités d'affaires : une délégation du patronat français attendue	8
Balance commerciale : forte progression des importations.....	9
Transition énergétique : Madagascar, parmi les trois pays pilotes en Afrique.....	10
Commerce extérieur : 4 271,1 milliards d'ariary d'importation enregistrée par la Douane pour les deux premiers mois de 2025	10
Coopération régionale : la COI actualise son programme de sécurité alimentaire	11
Foire digitale : une grande première à Madagascar.....	12
Seha-pihariana ronono : Mamelona fianakaviana maro.....	12
Inclusion numérique : L'Internet par satellite pour les zones enclavées	12
Coopération : la France accorde une enveloppe de 5 millions d'euros.....	13
Exportation : la filière vanille en situation de surstock.....	13
Commerce intra-africain : une nouvelle dynamique avec la ZLECAf	14
L'Ariary malgache face à l'Euro : des défis persistants et des opportunités à saisir	14
Pauvreté et cherté de la vie : huit Malgaches sur dix vivent en situation de pauvreté	15
Visualisez la hausse inédite du cours de l'or, accélérée par les tensions géopolitiques	15

17^e édition de la FEPA : exposition massive d'animaux vivants

NAVALONA R. | 15 MARS | MIDI-MADAGASIKARA

La plateforme Malagasy professionnels de l'élevage (MPE) organise la 17^e édition de la Foire de l'élevage et de la production animale (FEPA) du 08 au 11 mai 2025 dans son enceinte à Nanisana.

Placé sous le slogan « L'élevage, facteur clé de la sécurité alimentaire et du développement durable à Madagascar », cet événement revêt une importance particulière cette année étant donné qu'il coïncide avec la célébration du 30^e anniversaire de MPE. « Dans le cadre de la 17^e édition de la Foire de l'Élevage et de la Production Animale, nous allons mettre en avant l'importance cruciale des produits d'élevage dans l'alimentation de la population malgache ainsi que leur contribution à la sécurité alimentaire, voire à l'économie nationale », a expliqué Anjaratiana Nomenjanahary, la présidente du Conseil d'Administration de MPE, lors d'une conférence de presse dernièrement.



20 visiteurs attendus

Une des particularités de cette édition sera l'exposition massive d'animaux vivants. On peut citer, entre autres, les poulets, les lapins, les chèvres, les moutons, les

vaches laitières, les poissons, les porcs et bien d'autres animaux exotiques. De nouvelles races d'animaux d'élevage, incluant des nouvelles souches de poulets de chair et de poule pondeuse, seront également présentées à cette occasion. En tout, plus de 130 stands sont déjà réservés et 20 000 visiteurs sont attendus, selon les organisateurs. Ce qui verra la participation des éleveurs, des producteurs, des opérateurs professionnels, des collectivités territoriales décentralisées, des ministères et des organismes publics, des projets et programmes de développement et des institutions financières ainsi que des partenaires techniques et financiers. Outre la mise en avant des produits d'origine animale et l'exposition massive d'animaux vivants, des énergies renouvelables appliquées à l'élevage et des produits artisanaux seront également promus durant la 17^e édition de la FEPA. En outre, l'élevage, la pêche, l'agriculture, l'agri-business, l'agro-alimentaire, l'artisanat, l'environnement et le tourisme sont les domaines qui y seront exposés.

Contrats signés

Par ailleurs, des conférences-débats y seront organisées au profit des acteurs qui souhaitent investir dans le secteur de l'élevage. Les Malagasy professionnels de l'élevage envisage également de réaliser au moins cinq contrats de partenariat signés entre les acteurs opérant dans le secteur dans le cadre de cet événement. Il y aura en même temps des visites guidées et éducatives au profit des écoles pour faire connaître aux enfants l'importance de l'élevage à Madagascar, sans oublier la sensibilisation du grand public à consommer davantage de produits d'origine animale.

Autonomisation des femmes : l'UE promeut l'excellence de l'artisanat malgache

JEAN RIANA | 15 MARS | LES NOUVELLES

L'ambassadeur de l'Union européenne, Rolland Kobia, a visité, avant-hier, les Ateliers Feel Good à Tanjombato, qui prévoit de construire un Centre de formation à l'excellence artisanale en faveur de l'autonomisation des femmes.

«Notre projet de bâtir un centre de formation aux métiers d'art, qui verra bientôt le jour, vise à former 500 femmes par an, en leur donnant des compétences d'excellence et une véritable opportunité d'insertion professionnelle», a déclaré Faranah Goulamaly, présidente des Ateliers Feel Good

«La raison d'être du projet est de transmettre ce savoir-faire aux générations futures, permettant surtout aux femmes

de bâtir leur avenir, de sortir de la précarité et de jouer un rôle actif dans l'économie locale», a-t-elle souligné.

Pour sa part, l'ambassadeur européen a affiché un certain enthousiasme à l'idée de soutenir le secteur privé dans un projet qui assurera la transmission de la dextérité artisanale à Madagascar.

Cette visite a permis d'effectuer des échanges entre les deux parties sur la manière de travailler ensemble pour aller plus loin dans cette dynamique de transformation

sociale et économique. La présidente des Ateliers Feel Good a ajouté que ce centre ne sera pas seulement un lieu d'apprentissage, mais un tremplin vers l'autonomie et l'emploi, un espace où chaque femme pourra acquérir

les compétences nécessaires pour intégrer une grande entreprise que ce soit dans le raphia, la haute couture, la broderie fine ou encore la pâtisserie.

Micros, petites et moyennes entreprises : l'accès au financement et à l'énergie reste un défi

JEAN RIANA | 15 MARS | LES NOUVELLES

L'accès au financement et à l'énergie demeure un obstacle majeur auquel font face les micros, petites et moyennes entreprises (MPME) à Madagascar. Le rapport de la Banque mondiale, publié au mois de février, indique que dans la Grande île, seules 8% des entreprises déclarent avoir accès à un prêt bancaire ou à une ligne de crédit.

Bien que les MPME contribuent fortement à l'économie du pays, peu d'entre elles accèdent au financement bancaire, ce qui constitue un frein à leur développement.

«Obtenir un prêt bancaire s'avère complexe pour nous, les petites entreprises, car les paperasses à fournir sont assez compliquées et les taux d'intérêt assez élevés, d'autant que la crédibilité bancaire est essentielle pour gagner la confiance des établissements financiers», a souligné Claudio, un homme qui tient un cybercafé à Andravoangy Ambony.

Outre cette difficulté d'accès au financement bancaire, les coupures d'électricité pèsent lourd dans les activités des MPME et freinent ainsi leur croissance. Un fait également souligné dans le rapport de la Banque mondiale qui précise par ailleurs que plus de la moitié des entreprises (52%) subissent des coupures d'électricité, sans parler de l'état dégradé des routes qui complique leurs activités.

«Cette année, les délestages ne se sont pas intensifiés, contrairement à ceux de 2024 où nos revenus ont été fortement affectés par les coupures sans cesse », a affirmé Noro, responsable d'un salon de coiffure à Ambondrona. « L'approvisionnement en eau pose aussi problème dans notre quartier », a-t-elle ajouté.

Dans la foulée, le rapport de la Banque mondiale souligne que les entreprises dirigées par des hommes et des étrangers affichent généralement une productivité plus élevée. Ce, contrairement aux entreprises locales et celles détenues par des femmes qui font face à des obstacles majeurs, notamment un accès restreint au financement, des difficultés à obtenir des certifications de qualité et un manque de personnel qualifié, freinant ainsi leur potentiel de développement.

Promotion : deux nouveaux administrateurs rejoignent l'EDBM

IRINA TSIMIJALY | 17 MARS | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

L'Economic Development Board of Madagascar (EDBM) compte désormais Sahondra Rabenarivo et Rivo Andriamanalina parmi les membres de son Conseil d'administration, qui regroupe vingt-deux administrateurs. Leur arrivée apporte de nouvelles perspectives, notamment grâce à leur expérience dans le secteur privé.

D'après l'EDBM, leur nomination fait suite à un arrêté de la Présidence de la République de Madagascar. En décembre 2024, une vingtaine d'autres membres avaient déjà rejoint le Conseil, parmi lesquels des représentants de la Présidence, de la Primature, de dix ministères et du secteur privé.

Sahondra Rabenarivo, ancienne présidente du Comité pour la Sauvegarde de l'Intégrité (CSI) et actuelle directrice des relations externes et d'entreprises chez Qit Madagascar Minerals (QMM), considère ce rôle comme une occasion « d'apporter une vision constructive pour attirer davantage d'investissements ». Rivo Andriamanalina, fondateur du

groupe Arbiochem et premier vice-président du Syndicat des Industries de Madagascar, espère quant à lui « mettre à profit son expérience du secteur industriel pour soutenir l'économie nationale ».

Le Conseil d'administration fixe les grandes orientations de l'EDBM, tandis que la direction exécutive, sous la responsabilité de Josielle Rafidy, s'occupe de leur mise en application. « Notre travail consiste à créer un environnement propice aux investissements, tout en veillant à ce que cela profite à l'ensemble du pays », souligne-t-elle

Global Business Forum : une vitrine mondiale organisée par WTCA à Marseille

ANTSA R. | 17 MARS | MIDI-MADAGASIKARA

Du 6 au 9 avril 2025, la World Trade Centers Association (WTCA) tiendra son événement phare à Marseille, marquant une première pour la France. Cet événement se concentrera sur le développement des affaires et des relations commerciales.

Madagascar participera à l'événement, grâce au World Trade Center Antananarivo fondé par son président d'honneur Zouzar Bouka. Il s'agira du 55^e Global Business Forum (GBF), organisé cette fois par le World Trade Center Marseille Provence (WTCMP), et qui réunira des dirigeants d'entreprises, des représentants gouvernementaux, des universitaires, des médias et des organisations *internationales*. Cet événement se positionne comme un carrefour stratégique du commerce mondial et de l'innovation, mettant en lumière le rôle clé de la région méditerranéenne, notamment son accès stratégique à l'Europe du Sud, à l'Afrique du Nord et au Moyen-Orient. Lors d'une table ronde médiatique virtuelle organisée le 13 mars dernier, les principaux acteurs du WTCMP et de la WTCA ont présenté les enjeux de cet événement.

Thématiques

Cette année, le thème du forum, intitulé « Porte d'entrée vers la Méditerranée », soulignera la position géopolitique de la région, qui constitue un point de convergence pour les échanges commerciaux entre ces différents territoires. Marseille, avec son port historique et son réseau d'affaires dynamique, se présente comme le lieu idéal pour accueillir cet événement d'envergure internationale. Le forum mettra l'accent sur les opportunités d'affaires offertes par cette région stratégique, avec des discussions centrées sur l'écologie, l'intelligence artificielle, l'entrepreneuriat social et bien sûr, les échanges commerciaux.

Réseautage

Les participants au GBF auront l'occasion de découvrir de nouveaux marchés, de prendre part à des sessions exclusives et de tisser des partenariats stratégiques. En effet, l'un des objectifs principaux de cet événement est de favoriser les échanges et la création de synergies entre les membres de la WTCA, un réseau qui réunit plus de 300 centres commerciaux et d'affaires répartis dans près de 100 pays. Au total, plus de 50 pays et territoires seront représentés, et ce chiffre devrait encore augmenter dans les semaines à venir. Ces rencontres permettront de connecter des entreprises de différentes tailles et secteurs, tout en offrant une plateforme pour la croissance des marchés internationaux. Les organisateurs insistent sur l'importance du « match-making », une série de rencontres entre professionnels, visant à faciliter la mise en relation directe entre les acteurs du commerce mondial. Ces échanges se dérouleront dans un cadre moins formel, avec des visites d'entreprises locales permettant aux participants de se familiariser avec l'écosystème économique régional. À l'heure où les entreprises recherchent des solutions innovantes et durables, le GBF

2025 mettra également en avant les dernières tendances en matière d'écologie et de développement durable, des sujets particulièrement pertinents dans le contexte économique actuel.



Vitrine

Dans le cadre de cet événement, le Sommet de l'immobilier figurera également au programme, abordant les enjeux de l'immobilier international et les opportunités de développement dans la région. Avec une forte présence d'acteurs francophones, la langue française sera un atout pour faciliter les échanges, renforçant ainsi la dimension européenne et francophone de l'événement. Le Global Business Forum 2025 représente une véritable vitrine mondiale pour la France, et plus spécifiquement pour Marseille, qui se positionne comme un carrefour du commerce international. À travers cette manifestation, la WTCA veut renforcer les liens entre les continents et les économies, en facilitant l'accès à de nouveaux marchés et en soutenant la croissance des entreprises à l'échelle mondiale. Bref, en réunissant des milliers de participants et en favorisant des partenariats mondiaux, le GBF 2025 sera sans aucun doute un tournant dans la dynamique commerciale et un événement incontournable pour les entreprises désireuses de se connecter à l'échelle mondiale.

Exploitation artisanale du Mica : élaboration d'un nouveau référentiel

RIJA R. | 17 MARS | MIDI-MADAGASIKARA

L'exploitation du mica constitue une source de revenus essentielle pour plusieurs régions, notamment l'Anosy, l'Androy, l'Atsimo-Andrefana et l'Ihorombe. On estime qu'entre 10 000 et 20 000 personnes dépendent directement de cette activité. Chaque année, la production nationale de mica atteint environ 100 000 tonnes, dont 90 % sont exportées vers la Chine, générant un chiffre d'affaires estimé à 20 millions de dollars. Cependant, malgré cette contribution économique significative, les conditions de travail restent précaires, avec des risques liés à l'exploitation des enfants.

C'est dans cette optique qu'a eu lieu, ce vendredi 14 mars 2025, au Mining Business Center à Ivato, l'atelier de présentation officielle du standard MICA CRAFT. Ce référentiel, spécialement conçu pour l'exploitation artisanale du mica à Madagascar, a été élaboré par la Responsable Mica Initiative (RMI) depuis 2023. Cette initiative fait suite à un premier atelier organisé le 3 décembre 2024, en collaboration avec l'Association des Exportateurs de Pierres Industrielles (AEPI), visant à définir des normes adaptées aux exploitations artisanales. Lors de cette présentation, le ministre des Mines, Herindrainy Olivier Rakotomalala, a souligné la nécessité d'aligner ce nouveau référentiel aux réglementations nationales et aux réalités locales afin d'en garantir l'efficacité. Il a également insisté sur l'importance d'un changement de mentalité pour assurer une application durable du standard.

Multipartite

Le ministre a également proposé d'étendre l'application de ces normes à l'ensemble des régions exploitant du mica, afin que leur impact ne se limite pas uniquement aux régions de l'Anosy et de l'Androy. Une sensibilisation des acteurs de la chaîne d'approvisionnement, depuis l'extraction jusqu'à l'exportation et le rapatriement des devises, devrait également être mise en place, selon Olivier Herindrainy Rakotomalala. Une caractéristique essentielle

de ce standard est l'implication de l'ensemble des acteurs de la chaîne de valeur. Marine Gourvès, responsable pays de la Responsable Mica Initiative à Madagascar, a insisté sur l'importance de la collaboration multipartite, impliquant les autorités publiques, les partenaires techniques et financiers, les organisations de la société civile et les ONG concernées. Selon elle, cette synergie est un levier essentiel pour instaurer un secteur du mica responsable et conforme aux exigences internationales.

Responsable

L'objectif principal du standard MICA CRAFT est d'améliorer les conditions de travail et de garantir le respect des droits humains dans l'exploitation du mica. « Son adoption s'inscrit dans la politique globale du gouvernement malgache, mise en œuvre par le ministère des Mines, en cohérence avec la vision du Président Andry Rajoelina », a souligné le ministère des Mines dans un communiqué officiel publié vendredi dernier. La formalisation et la professionnalisation du secteur de l'exploitation artisanale deviennent ainsi une priorité. L'introduction du standard MICA CRAFT ouvre la voie à une exploitation plus responsable et durable du mica à Madagascar. En améliorant les pratiques des exploitants artisanaux, ce référentiel vise à garantir une industrie plus équitable et à renforcer la contribution de ce secteur au développement économique du pays.

Politique budgétaire : des mesures pour renforcer les finances publiques

ARH | 15 MARS | LES NOUVELLES

L'Etat prévoit plusieurs mesures pour optimiser ses ressources publiques cette année.

L'élargissement de l'assiette fiscale figure parmi les priorités, avec une nouvelle taxe sur les transactions mobiles et les activités polluantes. Parallèlement, les dépenses fiscales seront rationalisées pour une meilleure gestion budgétaire. Et les investissements publics seront concentrés sur des secteurs clés : santé, éducation, énergie et infrastructures. Cette orientation doit permettre de soutenir le développement durable et améliorer la qualité des services essentiels.

Les résultats de l'exercice 2024 montrent une amélioration notable des finances publiques. Comme le rapporte la Banky Foiben'i Madagasikara (BFM) dans sa dernière édition de la Note de conjoncture économique, « la collecte des recettes a dépassé les prévisions de la Loi de Finances Rectificative 2024, atteignant 108,8% des objectifs ».

Et cela a permis de réduire le déficit des Opérations globales du trésor (OGT) à -1,9% du PIB, contre -4,3% du PIB prévu comme atterrissage à fin décembre 2024. Le taux de pression fiscale nette a atteint 10,7% du PIB, dépassant légèrement l'objectif fixé.

Selon les prévisions et perspectives de la BFM, « le solde des OGT devrait afficher un déficit de 4,1% du PIB pour l'année 2025 ». Pour le combler, l'Etat mobilisera des ressources extérieures, notamment à travers des prêts projets et des prêts programmes.

Dans ce sens, des mécanismes de financement interne, tels que les rétrocessions de crédits au titre de la Facilité élargie

de crédit (FEC) et de la Facilité de résiliences et de durabilité (FRD), ainsi que le recours aux avances temporaires auprès de BFM, seront également mobilisés. Enfin, l'Etat prévoit d'émettre des titres publics pour compléter ces financements. Avec ces mesures, le gouvernement entend assurer une gestion budgétaire plus efficace et garantir le financement des priorités nationales.

Réunion à Genève : Madagascar défend sa politique de la dette

IRINA TSIMIHALY | 18 MARS | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Bien que la dette publique de Madagascar soit en augmentation, le gouvernement affirme qu'elle demeure sous contrôle grâce à une gestion prudente et à un recours privilégié aux financements concessionnels.

Maintenir la soutenabilité de la dette tout en assurant le financement du développement », tel est l'engagement réaffirmé par Rindra Hasimbelo Rabarinirison, ministre de l'Économie et des Finances, lors de son intervention à la 14^e Conférence sur la gestion de la dette, organisée par la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED), les 18 et 19 mars 2025 à Genève. Selon la ministre, bien que la dette publique ait progressé ces dernières années, elle reste maîtrisée grâce à des mécanismes de gestion efficaces et à un recours majoritaire aux financements concessionnels.



La participation de Madagascar à cet événement revêt une importance stratégique. Le pays bénéficie en effet d'une assistance technique de la part des Nations unies pour la gestion de sa dette publique. Parmi les réformes mises en place, la ministre cite notamment l'automatisation de la gestion de la dette et la refonte du cadre réglementaire, qui, selon elle, fonctionne aujourd'hui « de manière satisfaisante ».

Un défi majeur réside dans la perception de l'endettement par la population. « La dette est encore largement perçue comme un fardeau pour les générations futures », reconnaît la ministre, alors qu'elle constitue en réalité « un instrument de développement et de financement utilisé par tous les pays du monde ». Elle rappelle que la dette mondiale atteint aujourd'hui 90 000 milliards de dollars, démontrant que l'endettement est un levier de croissance incontournable.

Soutenable

Actuellement, la dette publique de Madagascar représente 57,4 % du PIB, un niveau qualifié de « soutenable » par la communauté internationale, selon Aivo Andrianarivelo, gouverneur de la Banque centrale de Madagascar. Toutefois, certaines vulnérabilités demeurent. L'une d'elles est le risque de change : « 42 % de notre dette extérieure est libellée en dollars et 27 % en euros », explique la ministre, exposant ainsi

le pays aux fluctuations monétaires. Un autre défi réside dans la nécessité d'un refinancement régulier : « Les maturités de notre dette intérieure nécessitent un refinancement constant », souligne-t-elle. Malgré ces risques, Madagascar réaffirme sa volonté de maintenir une gestion prudente de sa dette afin d'en garantir la viabilité à long terme.

Le gouverneur de la Banque centrale de Madagascar insiste sur un point : « Aucun pays ne peut se développer sans sources de financement. » Selon lui, l'enjeu n'est pas d'éviter l'endettement, mais d'assurer que les emprunts servent à financer des investissements productifs. Il distingue deux types de financement. D'une part, les financements générateurs de croissance, qui permettent de dynamiser l'économie, d'investir dans des infrastructures, de soutenir l'innovation et de créer de la valeur ajoutée. D'autre part, les financements orientés vers la consommation, qui facilitent l'accès aux biens et services mais n'ont pas d'impact économique durable.

L'objectif, selon lui, est donc de maximiser les investissements productifs et de renforcer les partenariats public-privé (PPP) afin d'attirer des capitaux privés dans des projets structurants.

« Une fois la dette remboursée, le pays peut pleinement bénéficier des infrastructures mises en place », souligne-t-il.

La Banque centrale joue également un rôle clé dans la supervision de la dette publique et la recherche de solutions de financement durables. Son objectif est clair : s'assurer que la dette contribue directement à la croissance du PIB afin qu'elle reste soutenable malgré son augmentation.

« Le principal enjeu n'est pas la dette en soi, mais son utilisation », résume un économiste. Un endettement bien orienté vers des investissements productifs peut avoir un effet positif sur l'économie, tandis qu'une dette utilisée à des fins de consommation peut devenir un fardeau.

Toutefois, il met en garde contre les risques liés à une dépréciation de la monnaie nationale, qui pourrait renchérir le coût du remboursement de la dette extérieure. « Même si la dette malgache a doublé en dix ans, elle reste à un niveau soutenable. » Pourtant, l'exemple de certains pays montre que l'accumulation incontrôlée de la dette peut entraîner des crises financières.

Madagascar mise donc sur une gestion rigoureuse et un ciblage précis des investissements pour garantir une dette au service de son développement.

Échange commercial : l'Union européenne négocie un accord économique approfondi

IRINA TSIMIJALY | 18 MARS | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Le 13 mars 2025, une délégation de l'Union européenne, conduite par Roland Kobia, son représentant à Madagascar, a été reçue au Palais de Mahazoarivo par le Premier ministre Ntsay Christian. Cette rencontre visait à renforcer la coopération bilatérale entre Madagascar et l'Union européenne, notamment dans le domaine du développement. Les discussions ont également porté sur les moyens d'améliorer les conditions de vie des citoyens malgaches, en particulier sur les plans économique et social.

Dans cette dynamique, le premier dialogue de coopération entre Madagascar et l'Union européenne se tiendra prochainement, dans le cadre de la mise en œuvre de l'accord de Samoa, qui régit les engagements entre les États africains et l'Union européenne. En parallèle, Bruxelles accueillera ce mois-ci la quinzième série de négociations

sur l'Accord de partenariat économique (APE) entre l'Union européenne et Madagascar. Ces discussions, qui visent à approfondir et élargir les relations commerciales entre les deux parties, bénéficient du soutien de plusieurs diplomates européens. Roland Kobia, en particulier, s'est montré optimiste quant à leur avancement.

Actuellement, Madagascar bénéficie d'un APE intérimaire, en vigueur depuis plusieurs années. Cependant, un accord plus vaste et plus complet est en cours de négociation. Celui-ci inclura d'autres pays de la région, notamment les Comores, Maurice, les Seychelles et le Zimbabwe, et devrait être finalisé d'ici la fin de l'année. Il constituerait le premier accord de libre-échange moderne et intégral en Afrique subsaharienne, avec pour objectif de stimuler les échanges commerciaux avec l'Union européenne et de renforcer l'intégration régionale.

Mobile banking : lancement d'Orange Money Pro pour les transactions des professionnels

ANTSA R. | 18 MARS | MIDI-MADAGASIKARA

Orange Money Madagascar a lancé l'application mobile Orange Money Pro, une nouvelle solution conçue pour faciliter la gestion des transactions des distributeurs et marchands.

Selon ses promoteurs, l'application Orange Money Pro est disponible sur Android et vise à simplifier l'accès aux services financiers tout en garantissant une expérience fluide et sécurisée. Pensée spécifiquement pour les professionnels, elle permet aux utilisateurs de gérer facilement leurs activités à tout moment et en tout lieu.

Les distributeurs et marchands peuvent désormais réaliser des dépôts, des retraits, des transferts d'argent, encaisser des paiements, ou encore vendre du crédit. « Orange Money Pro offre également un accès instantané au solde du compte et à l'historique des transactions, tout en fournissant des outils de reporting détaillés pour une gestion optimale », ont indiqué les représentants d'Orange Madagascar, lors du lancement. D'après leurs explications, l'application propose des fonctionnalités adaptées à chaque profil. Pour les distributeurs, elle facilite la gestion des points de vente, le suivi des opérations et l'accès à une assistance via une hotline dédiée. Les marchands, quant à eux, bénéficient de paiements simplifiés par QR code et de la possibilité de générer des liens de paiement à distance, ce qui réduit les erreurs et accélère les transactions.

Innovation

Selon Orange Madagascar, la sécurité des utilisateurs est une priorité avec une authentification par empreinte digitale ou code PIN, assurant ainsi la protection des transactions.



De plus, l'application ne nécessite pas de crédit mobile pour son utilisation, bien qu'une connexion internet soit requise pour accéder aux services. Pour Orange Madagascar, cette nouvelle solution s'inscrit dans sa volonté de fournir des solutions innovantes et accessibles, renforçant ainsi son rôle dans l'inclusion financière et le soutien au développement économique local. L'entreprise prévoit également de continuer à enrichir l'application avec de nouvelles fonctionnalités pour répondre aux besoins croissants des professionnels.

Commerce et consommation : les associations de défense des droits des consommateurs aux côtés de l'Etat

R.EDMOND. | 18 MARS 2025 | MIDI-MADAGASIKARA

Des alliés de taille pour le ministère de l'Industrialisation et du Commerce (MIC) dans les actions que ce département entreprend pour renforcer les dispositifs de protection des consommateurs. Plusieurs associations de défense des intérêts des consommateurs ont affiché leur détermination à coopérer avec le MIC dans cette noble mission, dorénavant considérée comme une priorité.

Adhésion

C'était samedi dernier à Antsirabe, lors de la célébration de la Journée mondiale des droits des consommateurs, lors d'une cérémonie officielle qui s'est déroulée devant la Gare de la capitale du Vakinankaratra, où 11 associations de défense des droits des consommateurs ont affiché leur volonté de s'associer avec l'Etat. Leur représentant, Andry Vola Razafindralambo, président de Mpanjifa Miray Hina (TMH), a déclaré dans le discours qu'il a prononcé leur adhésion à toutes les actions entreprises par le MIC qui priorise justement, la protection des consommateurs. En effet, le MIC dispose dans son organigramme d'une direction chargée de la protection des consommateurs. La DPC dont la première mission est congrûment d'assurer le bien-être des consommateurs. Notamment par le suivi

des denrées alimentaires et non alimentaires, avant leur mise en commercialisation, le suivi de la conformité des pratiques commerciales tournées vers l'intérêt des consommateurs.

Solidarité

Homme de terrain, le ministre de l'Industrialisation et du Commerce, David Ralambofiringa a fait le déplacement à Antsirabe, pour honorer de sa présence, la cérémonie de célébration de la JMDC. Une occasion pour le membre du gouvernement de féliciter les associations des consommateurs dans leur démarche de solidarité avec l'exécutif dans les actions de défense des intérêts des consommateurs. Le ministre David Ralambofiringa, a par ailleurs exhorté les consommateurs à dénoncer les abus perpétrés par les acteurs du commerce malintentionnés. Sur ce point d'ailleurs, il a rappelé l'existence du numéro vert 261 que tout le monde peut appeler, pour les doléances et les signalements des abus. Notons que cette année, la JMDC a porté sur le thème : « une transition juste vers des modes de consommation durable pour un large choix au sein des marchés régionaux d'Afrique ».

Opportunités d'affaires : une délégation du patronat français attendue

ITAMARA OTTON | 19 MARS 2025 | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Une délégation du Mouvement des entreprises de France International prévoit de se déplacer dans la Grande île. Une mission exceptionnelle est prévue à Madagascar et à l'île Maurice.

Cette mission, organisée par MEDEF International, vise avant tout une prospection des opportunités d'affaires à Madagascar et à Maurice. Elle s'inscrit également dans le cadre de la visite d'État du président Emmanuel Macron, qui se rendra à Madagascar à l'occasion du Sommet de la Commission de l'océan Indien, que la Grande Île accueillera le 24 avril.



Selon l'agenda du MEDEF, cette visite s'inscrit dans une dynamique de coopération économique avec le secteur privé local. « Cette visite à Madagascar sera l'occasion

de définir une feuille de route en lien avec le secteur privé local, afin de répondre aux défis dans les secteurs de l'énergie, de l'eau et de la gestion des déchets. Elle permettra également d'identifier des opportunités de partenariats dans les secteurs du numérique, des mines et du tourisme », indique le MEDEF dans un communiqué. Le Groupement des entreprises de Madagascar (GEM), représentant du secteur privé local, sera au cœur des échanges avec la délégation française afin d'élaborer cette feuille de route.

Opportunités à saisir

Ces rencontres sont prévues à Antananarivo, où se concentre l'attention du secteur privé, des agences de promotion des investissements et du ministère des Affaires étrangères, mobilisés pour la préparation de cette mission économique et du Sommet de la COI.

Plusieurs secteurs stratégiques restent insuffisamment exploités et pourraient bénéficier de partenariats public-privé, notamment en matière d'infrastructures et

d'investissement. Le MEDEF considère cette mission comme une opportunité de nouer des partenariats avec des entreprises locales, des bailleurs internationaux et des responsables gouvernementaux. Malgré une croissance économique résiliente, Madagascar fait encore face à d'importants défis structurels. Ce n'est pas la première rencontre entre le secteur privé malgache et les entreprises françaises. En 2019, une

précédente mission du MEDEF avait déjà abouti à la signature d'accords économiques, renforçant ainsi les relations commerciales entre la France et Madagascar. Une délégation malgache de chefs d'entreprises s'était ensuite rendue à Paris en 2021, poursuivant ces échanges économiques bilatéraux.

Balance commerciale : forte progression des importations

IRINA TSIMIJALY | 19 MARS | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Madagascar se trouve face à un déficit commercial de plus en plus important, principalement en raison de la hausse des importations et de la baisse des exportations. Au cours des trois premiers trimestres de 2024, le déficit a quasiment doublé, atteignant 1 118 millions de dollars, contre 676,6 millions pendant la même période en 2023.

Les importations ont considérablement augmenté, surtout celles liées à l'énergie et aux produits pétroliers, qui ont atteint 3 375 millions de dollars cette année, contre 2 411 millions l'an dernier. Ce qui montre à quel point Madagascar devient de plus en plus dépendant des importations pour satisfaire ses besoins en énergie et dans d'autres secteurs clés.

Parallèlement, les exportations ont diminué, ce qui a aggravé encore plus le déficit. Les ventes de nickel et de cobalt, produits phares du secteur minier, ont chuté de manière importante. D'autres produits comme la vanille (-15,4 %) et le girofle (-35,5 %) ont également souffert de baisses conséquentes. Résultat, la valeur des exportations a baissé à 1 952 millions de dollars, contre 2 418 millions l'année précédente.

Incertitude

À l'échelle mondiale, le commerce des marchandises a montré des signes de stabilité à la fin de 2024, mais des incertitudes importantes subsistent. Le Baromètre du commerce des marchandises de l'OMC affichait une valeur de 102,8 début 2025, pratiquement inchangée par rapport à décembre 2024 (102,7). Cependant, cette stabilité apparente cache des tensions commerciales croissantes et des risques de nouveaux droits de douane, qui pourraient perturber les échanges mondiaux dans les mois à venir.

Pour des pays comme Madagascar, dont l'économie repose en grande partie sur des exportations de matières premières et de produits agricoles, ces incertitudes mondiales peuvent compliquer encore davantage la

situation. La concurrence internationale pourrait devenir plus rude et affecter la compétitivité des produits malgaches sur les marchés étrangers.



D'après la BFM, le déficit des transactions courantes s'est aggravé, passant de 4,6 % du PIB en 2023 à 5,0 % en 2024. Si cette tendance se poursuit, cela risque de fragiliser davantage l'économie malgache, d'augmenter la pression sur la monnaie nationale et d'entraîner une hausse de la dette extérieure.

Dans ce contexte, bien que la situation mondiale reste incertaine, Madagascar doit impérativement diversifier ses exportations et réduire sa dépendance aux importations. Des mesures concrètes, telles que le renforcement de la production locale, la valorisation des ressources nationales et l'établissement de partenariats commerciaux stratégiques, sont cruciales pour redresser la balance commerciale et garantir une croissance économique plus stable à long terme, souligne un économiste.

Transition énergétique : Madagascar, parmi les trois pays pilotes en Afrique

ANTSA R. | 07 MARS | MIDI-MADAGASIKARA

Madagascar se positionne comme l'un des pays phares de la transition énergétique en Afrique. Aux côtés du Botswana et de la Gambie, l'île figure parmi les trois nations sélectionnées pour mener le programme de transition énergétique pour l'Afrique ou AFRETRAP (Africa Energy Transition Program), une initiative portée par l'Union africaine et mise en œuvre avec l'appui de la Commission africaine de l'énergie (AFREC). Ce programme vise à élaborer une feuille de route nationale pour accélérer l'abandon des énergies fossiles, principales émettrices de gaz à effet de serre (GES), au profit des énergies renouvelables.



La priorité est donnée à la décarbonation profonde, un processus qui implique une transition rapide et structurée vers des solutions énergétiques durables. Dans ce cadre, une réunion stratégique s'est tenue le 17 mars 2025 à Ampandrianomby, rassemblant les principaux acteurs du secteur énergétique malgache.

Énergie propre

Présidée par Thierry Andriantsoa, Secrétaire général du ministère de l'Énergie et des Hydrocarbures (MEH), cette rencontre a également vu la participation de François Ahoti, directeur régional de l'International electrotechnical commission (IEC) pour l'Afrique, ainsi que des représentants du National electrotechnical committee (NEC). Ce projet d'envergure témoigne de l'engagement de Madagascar à réduire sa dépendance aux énergies polluantes et à adopter une stratégie énergétique plus respectueuse de l'environnement. Il s'inscrit également dans une dynamique continentale visant à faire de l'Afrique un leader en matière d'énergies propres et accessibles. Les prochaines étapes consisteront à établir un plan d'action détaillé et à mobiliser les ressources nécessaires pour assurer une transition efficace et durable.

Commerce extérieur : 4 271,1 milliards d'ariary d'importation enregistrée par la Douane pour les deux premiers mois de 2025

19 MARS | 2424.MG

Antananarivo, 19 Mars, 8h45 – La direction générale des douanes (DGD) indique avoir enregistré 4 271,1 milliards d'ariary d'importation pour les deux premiers mois de cette année.

Celle-ci inclut les opérations des entreprises franches et les autres opérations non taxables, si 122,4 milliards d'ariary de droits et taxes à l'importation avaient été exonérés sur notes de Conseil durant cette période, précise l'administration douanière.

Les importations de matières premières durant ces deux premiers mois de l'année s'élevaient à

1 188,5 milliards d'ariary. A celles-ci s'ajoutent les importations d'équipements (808,6 milliards d'ariary), d'énergie (698,6 milliards d'ariary), d'alimentation (665 milliards d'ariary) et d'autres biens (910,4 milliards d'ariary). Sur ces opérations, la DGD indique avoir collecté 675,6 milliards d'ariary de recettes budgétaires pour ces deux premiers mois de l'année. Par ailleurs, pour 2025, la prévision de recettes douanières est établie à 4 366 milliards d'ariary. 72% de ces recettes sont tirées par la taxation des importations de produits non pétroliers et 28% par la taxation des importations de produits pétroliers.

Coopération régionale : la COI actualise son programme de sécurité alimentaire

IRINA TSIMIJALY | 20 MARS | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

La COI rénove son programme PRESAN pour faire face aux enjeux de sécurité alimentaire dans la région. L'objectif est de renforcer la collaboration entre les États membres pour élaborer des solutions communes et durables.

La Commission de l'océan Indien (COI) révisé son programme régional de sécurité alimentaire et de nutrition (PRESAN) afin de mieux répondre aux défis croissants dans la région. L'objectif : renforcer la coopération entre les États membres pour élaborer des solutions durables face aux menaces pesant sur la sécurité alimentaire.

Lors d'une réunion du comité de pilotage, tenue hier au Carlton Anosy, le secrétaire général de la COI, Edgard Razafindravahy, a insisté sur l'urgence d'une action collective face aux risques liés au changement climatique, aux crises économiques et aux tensions géopolitiques qui affectent les systèmes alimentaires régionaux.

« La situation mondiale, marquée par des défis grandissants en matière de sécurité alimentaire, nous rappelle l'urgence d'agir ensemble », a-t-il déclaré.

Lancé en 2016 avec une vision à l'horizon 2025, le PRESAN repose sur trois axes majeurs : la création de zones de production alimentaire sécurisée, la facilitation des échanges agricoles et la libre circulation des personnes au sein de la région. Toutefois, comme l'a souligné Edgard Razafindravahy,



« une simple relance ne suffit pas. Sans une vision renouvelée, il est essentiel de développer un projet structurant pour la région ».

Un programme à relancer

Le besoin de réactiver le programme s'impose avec d'autant plus d'urgence que les unités régionales ont cessé leurs activités faute de financements. « Avec les ressources actuelles, le secrétariat général de la COI ne pourra pas mener seul une initiative aussi ambitieuse », a reconnu son secrétaire général.

Le soutien d'acteurs internationaux comme la FAO, le FIDA et l'Union européenne est crucial pour garantir la viabilité du programme. Cet après-midi, les partenaires techniques et financiers se réuniront afin d'évaluer les ressources nécessaires à la relance du PRESAN.

Une conférence ministérielle suivra cette rencontre. Appuyée par le ministre de l'Agriculture et de l'Élevage, elle permettra de définir les perspectives du programme. Le projet SANOI et la plateforme STAT SANOI, qui facilitent le suivi des marchés régionaux et la coopération entre les États, figurent également parmi les leviers stratégiques pour renforcer la sécurité alimentaire.

« Je salue les avancées du projet SANOI et de la plateforme STAT SANOI, qui sont des outils précieux pour suivre l'évolution des marchés régionaux », a souligné Edgard Razafindravahy.

Afin d'assurer la pérennité du programme, une coordination renforcée entre les États membres est indispensable, avec une intégration du PRESAN dans les politiques nationales.

Le programme ne se limite pas à une initiative ponctuelle. Il constitue un cadre stratégique appelé à structurer toutes les actions en matière de sécurité alimentaire et de nutrition dans la région. « Le PRESAN n'a pas encore été mis en œuvre, ce qui nécessite une mobilisation accrue de tous les acteurs concernés », a rappelé un représentant de la FAO.

Il a insisté sur le fait que « le PRESAN n'est pas un projet à durée limitée, mais un cadre stratégique auquel doivent s'arrimer toutes les initiatives en matière de sécurité alimentaire et de nutrition dans la région ».

Chaque gouvernement de la COI est désormais appelé à s'engager activement pour faire avancer ce programme, avec l'objectif d'obtenir des résultats concrets et durables pour les populations de l'océan Indien.

Foire digitale : une grande première à Madagascar

JEAN RIANA | 20 MARS 2025 | LES NOUVELLES

La plateforme malgache de petites annonces Vidy Varotra, en collaboration avec le site de vente en ligne Ketrিকা.com, organise la première Foire digitale qui se tiendra à Madagascar du 28 avril au 4 mai en format hybride qui conjugue présence physique et immersion en ligne.

Cette foire qui sort de l'ordinaire incarnant l'innovation, réunira plus de 100 exposants, proposant plus de 3.000 articles à prix réduits. Les organisateurs attendent dans les 35.000 visiteurs en ligne ainsi que 2.000 visiteurs en présentiel. «

L'immersion en ligne s'étend sur 7 jours tandis que celui en présentiel se fera au Novotel Ivandry durant la journée de clôture où 200 ordinateurs connectés seront mis à disposition des visiteurs pour effectuer leurs achats en ligne de manière fluide », a fait savoir la cheffe de projet de Ketrিকা.com, Katia Andriamamonjy. Elle a ajouté que des agents de la plateforme seront présents sur place pour accompagner les potentiels clients non seulement pour les guider, mais aussi pour répondre à leurs éventuelles questions.

Seha-pihariana ronono : Mamelona fianakaviana maro

HENINTSOA HANI | 20 MARS 2025 | LES NOUVELLES

Mahatratra 7 tapitrisa litatra isan-taona ny ronono miditra ao amin'ny orinasa Socolait. Miara-miasa amina mpiompy manodidina ny 3 000 sy mpanangom-bokatra miisa 8 izy. Mifandray mivantana amin'ireo mpiompy kosa ireo mpanangom-bokatra 150. Orinasa malagasy anisan'ny mamokatra sy manana vokatra maro ny Socolait. Mampidibola amina tokantrano maro izy no sady manome asa ny tanora ary koa manandratra ny vokatra vita avy eto an-toerana. Tonga nitsidika ny orinasa Socolait, tao Antsirabe, ny minisitry ny Fampiroboroboana ny indostria sy ny varotra, Ralambofiringa David, ny zoma teo. Nandalovan'ireo ekipa notarihany koa ny toeram-piompiana Farm, anisan'ny mpamatsy ronono ny Socolait. Tanjona ny hijerena akaiky ireo mpamokatra eto an-toerana mba hahafahany mivelatra.

“Laharam-pahamehana ny fiarovana ny orinasa malagasy hahazoany misitraka izay tandrify azy ary mizara koa ny harena eo amin'ilay seha-pihariana”, hoy ny minisitry.

Avy any ivelany

Notsiahivin'ny minisitry fa: « hita ny lalana haleha ». Manana fitaovana hiarovana ny orinasa sy ny vokatra eto an-toerana isika manoloana ny fibosesiky ny entana avy any ivelany. Azo atao ny mampihatra ara-drariny ny fepetra famerana fanafarana avy any ivelany ny Antokondrahara misahana ny fepetra fanitsiana ara-barotra (ANMCC). Ny birao izay eo ambany fiahian'ny minisitry an'ny Fampiroboroboana ny indostria sy ny varotra.

Inclusion numérique : L'Internet par satellite pour les zones enclavées

IRINA TSIMIJALY | 21 MARS | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Les régions isolées de l'île pourraient bientôt être connectées à Internet grâce à un partenariat avec SpaceX. Ce projet vise à réduire la fracture numérique en facilitant l'accès aux services essentiels pour les communautés éloignées.

Dix régions reculées de Madagascar bénéficieront prochainement d'un accès à Internet dans le cadre d'un programme destiné à améliorer la connectivité des zones enclavées. Lors d'une réunion à Washington D.C., la ministre du Développement numérique, des Postes et des Télécommunications, Stéphanie Delmotte, a échangé avec des représentants de SpaceX, opérateur du réseau Starlink, pour définir les prochaines étapes du projet.

L'objectif est de connecter des écoles, des Centres de santé de base (CSB) et des pôles agricoles afin de renforcer l'accès aux services essentiels.

Ce programme s'inscrit dans le projet DECIM, financé par la Banque mondiale, qui vise à étendre l'accès à l'électricité et à Internet dans les communautés isolées. L'électrification des sites pilotes, assurée par le ministère de l'Énergie et des Hydrocarbures, est achevée. L'étape suivante consiste à déployer la connectivité via la technologie satellite de Starlink. Avant la mise en service complète du réseau, plusieurs paramètres doivent être définis.

Déploiement en préparation

L'identification des sites prioritaires, en tenant compte des besoins des utilisateurs et des infrastructures locales, constitue une étape clé. L'évaluation des équipements nécessaires et des exigences de maintenance à long terme est également essentielle pour garantir un service fiable et pérenne.

Lors de la rencontre à Washington, la ministre Stéphanie Delmotte a insisté sur ces enjeux : « Nous avons clairement exposé nos attentes. Il est essentiel de bien identifier les besoins en matériel. Nous devons aussi évaluer les infrastructures existantes et anticiper la maintenance pour assurer un service durable. »

Ce projet, qui repose sur la technologie Starlink, représente une avancée majeure pour les communautés enclavées. En associant électrification et connectivité, il ouvre de nouvelles perspectives en matière d'éducation, de santé et de développement économique local.

Coopération : la France accorde une enveloppe de 5 millions d'euros

IRINA TSIMIHALY | 21 MARS | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

La France a accordé 5 millions d'euros à Madagascar pour soutenir la santé, la lutte contre les invasions acridiennes et la sécurité alimentaire. Cette aide renforce la coopération entre les deux pays.

La France a accordé une enveloppe de 5 millions d'euros à Madagascar pour soutenir la stabilité économique et répondre à des défis majeurs, tels que la santé, la lutte contre les invasions acridiennes et la sécurité alimentaire, consolidant ainsi les liens entre les deux pays.

Cette aide budgétaire sera répartie sur trois domaines clés. Un premier montant d'environ 2 millions d'euros sera dédié à la société SALAMA, tandis que le reste servira à la lutte contre les invasions acridiennes et à l'investissement dans le programme des banques alimentaires et des cantines scolaires, un moyen de lutter contre la malnutrition et d'assurer la sécurité alimentaire.

Lors de la cérémonie de signature, la ministre de l'Économie et des Finances, Rindra Hasimbelo Rabarinirinson, a exprimé sa gratitude pour cet appui précieux.

« C'est un don qu'on nous a octroyé, et pour la banque alimentaire, il y en a 11 au total, réparties dans les différentes régions de Madagascar. Les efforts seront particulièrement concentrés dans le Sud, à Mahafaly, une région fréquemment frappée par de graves sécheresses pendant la saison. De nombreuses personnes dans ces régions souffrent énormément des catastrophes naturelles, comme les cyclones. Ce phénomène est exacerbé par les changements climatiques, et Madagascar est l'un des pays les plus touchés par cela », a expliqué la secrétaire d'État à la Souveraineté alimentaire, Madame Tahian'Ny Avo Razanamahefa.

Un engagement contre l'insécurité alimentaire

Le ministre délégué chargé de la Francophonie et des Partenariats internationaux, Monsieur Thani Mohamed Soilihi, a souligné l'importance de ce financement en réponse aux défis mondiaux liés à l'insécurité alimentaire. « Ce don vise à permettre à Madagascar d'avoir un meilleur accès aux soins et de garantir la sécurité alimentaire

pour tous. Ce soutien fait partie de la préparation de la Commission de l'océan Indien (COI), un projet plus large de lutte contre l'insécurité alimentaire, un problème qui concerne non seulement Madagascar, mais le monde entier », a-t-il déclaré.



De son côté, le ministre de la Santé publique, le professeur Zely Arivelo Randriamanantany, a détaillé le rôle crucial de SALAMA, bénéficiaire de la première tranche du financement.

« SALAMA est une centrale d'achat de médicaments chargée d'approvisionner tous les établissements de santé, des grands hôpitaux aux Centres de santé de base. L'argent que nous recevons permettra d'acheter ces médicaments, qui seront ensuite redistribués dans les hôpitaux et les centres de santé pour mieux répondre aux besoins de la population », a-t-il précisé.

La cérémonie s'est déroulée en présence de nombreuses personnalités, dont l'ambassadeur de France à Madagascar, Arnaud Guillois, marquant ainsi un moment important dans la collaboration entre les deux pays en faveur d'un avenir plus juste et solidaire.

Exportation : la filière vanille en situation de surstock

R. EDMOND. | 21 MARS | MIDI-MADAGASIKARA

La filière vanille traverse une grave période de surstock. 4 300 tonnes de vanille ont été exportées durant la campagne 2023-2024, indique le compte-rendu du conseil des ministres. Un volume d'exportation qui dépasse déjà la demande mondiale évaluée à 2 500 tonnes. À cela s'ajoutent les 931 tonnes de vanille exportées à trois mois de la fin de la campagne d'exportation 2025. Visiblement la filière vanille est en pleine crise avec un report de stock de 1 000 tonnes sur le marché international et de 1 000 tonnes

également sur le marché local. Le gouvernement prévoit des réformes pour une meilleure professionnalisation de la filière, en vue notamment de préserver les paysans des effets néfastes de la baisse des prix de la vanille.

Commerce intra-africain : une nouvelle dynamique avec la ZLECAf

ANTSA R. | 21 MARS | MIDI-MADAGASIKARA

Avancée majeure pour les échanges intra-africains : Access Bank PLC a organisé, au Cap, la première conférence sur le commerce en Afrique. En réunissant dirigeants, décideurs et experts, l'événement a mis en lumière les défis freinant le commerce continental, notamment l'accès au financement, le manque d'informations et le déficit de confiance entre partenaires. Roosevelt Ogbonna, directeur général d'Access Bank, a insisté sur la nécessité d'une collaboration renforcée pour améliorer l'accès aux capitaux

et soutenir un environnement commercial dynamique. De son côté, Wamkele K. Mene, secrétaire général de la ZLECAf (Zone de libre-échange continentale africaine), a souligné que cette organisation d'intégration régionale est un levier essentiel pour l'industrialisation et la souveraineté économique de l'Afrique. L'initiative a également mis à l'honneur des entreprises majeures comme IHS Group, Dangote Industries et MTN Group, récompensées pour leur contribution au progrès économique du continent.

L'Ariary malgache face à l'Euro : des défis persistants et des opportunités à saisir

RAKOTOARISOA ANDRIATAHINA | 21 MARS | LES NOUVELLES

Depuis plusieurs années, l'Ariary a perdu de sa valeur face à l'Euro, mettant en lumière les déséquilibres structurels entre les économies de la zone Euro et celle de Madagascar. Cette situation soulève des enjeux importants, allant de la dépendance économique aux importations jusqu'aux politiques monétaires et fiscales en vigueur. Examinons de plus près les dynamiques de cette relation monétaire et les perspectives qui s'offrent à Madagascar.

L'Euro, une monnaie forte dans un environnement global instable

L'Euro tire sa force de la solidité des économies européennes, qui bénéficient d'infrastructures robustes, d'une diversification économique et d'une gestion monétaire rigoureuse. La Banque Centrale Européenne (BCE) a su faire face à des crises successives, comme la pandémie de Covid-19 et les récents défis géopolitiques, en ajustant les taux d'intérêt et en mettant en place des mesures de soutien à l'économie.

Malgré les tensions sur le marché de l'énergie et une inflation record, l'Euro parvient à maintenir sa position grâce à la résilience des marchés européens et à l'attractivité de ses institutions financières. Cette stabilité contraste fortement avec la situation de l'Ariary.

L'Ariary sous pression : entre inflation et dépendance aux importations

À Madagascar, l'Ariary a subi une dévaluation presque constante. Plusieurs facteurs expliquent cette situation. D'abord un déficit commercial chronique. En effet, l'économie malgache dépend fortement des importations pour ses besoins essentiels, notamment alimentaires et énergétiques. Cela exerce une pression continue sur les réserves en devises étrangères.

Ensuite une inflation élevée : les fluctuations des prix mondiaux des produits de base, combinées à une faible production locale, aggravent l'inflation et réduisent le pouvoir d'achat des ménages.

De son côté, la Banky Foiben'i Madagasikara essaie de maintenir l'Ariary stable malgré les difficultés économiques mondiales et les problèmes internes.

Les impacts sur l'économie malgache

La situation de l'Ariary par rapport à l'Euro a des conséquences importantes affectant diverses parties de l'économie comme les secteurs alimentaire et les équipements d'usine deviennent très coûteux. Les paiements en monnaie étrangère deviennent plus coûteux car celle locale perd de la valeur. Et investir devient moins attrayant en raison des changements de valeur monétaire et des risques qui effraient les étrangers.

Quelles solutions pour Madagascar ?

La lutte contre ces difficultés peut stimuler l'influence de l'Ariary et améliorer la vigueur économique de Madagascar. Il faudrait ainsi investir dans des domaines comme l'agriculture, l'énergie propre et les travaux en ligne qui peuvent rapporter de l'argent de l'extérieur et produire plus à vendre. Améliorer les infrastructures telles que les routes, l'énergie et les lignes téléphoniques peut soutenir les affaires et faire économiser de l'argent. Lutter contre la corruption et donner de la visibilité à l'environnement des affaires peut également aider les potentiels investisseurs à croire au système.

Les perspectives

En dépit des défis, Madagascar bénéficie de nombreux avantages majeurs : une population jeune et active, une richesse naturelle considérable et un emplacement stratégique dans l'océan Indien. Cependant, pour tirer parti de ces avantages, il faut une approche stratégique sur le long terme.

Sur le plan international, promouvoir l'intégration régionale et consolider les partenariats économiques pourraient ouvrir de nouvelles perspectives pour la nation. Ainsi, grâce à des réformes audacieuses, l'Ariary pourrait retrouver

sa stabilité et participer à une croissance pérenne pour Madagascar.

Pour conclure, le comportement de l'Euro par rapport à l'Ariary reflète une réalité économique complexe. Tandis que l'Europe demeure robuste par le biais de

fondamentaux forts, Madagascar est confronté au défi de convertir ses points faibles en opportunités. C'est seulement par la combinaison d'efforts internes et de partenariats internationaux que l'Ariary pourra regagner une compétitivité accrue sur le marché monétaire global.

Pauvreté et cherté de la vie : huit Malgaches sur dix vivent en situation de pauvreté

ARH. | 21 MARS | LES NOUVELLES

Huit Malgaches sur dix vivent dans des conditions de pauvreté », a révélé la deuxième diffusion des résultats de l'enquête « Afrobarometer Round 10 à Madagascar », présentés hier par le cabinet COEF-Ressources, dans ses locaux à Ambaranjana, sur la thématique : « Perceptions des Malgaches sur la situation économique du pays et leurs conditions de vie », en présence du coordinateur des communications du réseau Afrobarometer pour l'Afrique de l'Est, Daniel Iberi.

Selon Léa Rakotondraibe, partenaire nationale d'Afrobarometer à Madagascar, la plupart des Malgaches constatent que la situation économique du pays se dégrade et leur qualité de vie s'est détériorée au cours de l'année 2024, année de réalisation de l'enquête. « A leurs yeux, l'augmentation du coût de la vie est l'un des principaux problèmes que le gouvernement devrait s'attaquer », a-t-elle soulevé.

L'enquête révèle que 94% des Malgaches ont déclaré avoir manqué de revenus en espèces au moins une fois durant l'année. De plus, 65% ont souffert d'insécurité alimentaire et 62% d'un accès insuffisant aux soins médicaux. Par ailleurs, 62% des citoyens jugent la situation économique du pays « mauvaise », tandis que 61% considèrent que leurs conditions de vie sont « insatisfaisantes ».

En comparant la situation actuelle à celle d'il y a un an, 63% des répondants estiment que « l'économie s'est détériorée », et 57% constatent une baisse de leur niveau de vie. Et 31% des Malgaches croient en une amélioration de l'économie d'ici 12 mois.

Des critiques envers le gouvernement

Selon toujours les résultats de cette enquête, une large majorité désapprouve les efforts menés pour stabiliser les prix (92%), réduire les inégalités (88%), créer des emplois (75%) et améliorer les conditions de vie des plus démunis (75%). De même, 72% des sondés critiquent la gestion générale de l'économie.

Afrobarometer a réalisé cette enquête avec un échantillon représentatifs de 1.200 adultes malgaches dans 15 zones de dénombrement.

Visualisez la hausse inédite du cours de l'or, accélérée par les tensions géopolitiques

LAETITIA COMMANAY | 21 MARS | FRANCEINFO

À Le prix de l'or n'a jamais été aussi élevé. Echangé à plus de 3 000 dollars l'once depuis une semaine, le métal jaune est très prisé des investisseurs en période d'incertitude.

C'était une première. Vendredi 14 mars, le prix de l'or a dépassé la barre symbolique des 3 000 dollars (2 768 euros) par once (28,3 grammes).



Si le prix de l'or augmente de façon relativement régulière depuis le début de l'année 2024, c'était un nouveau record. Poussés par la guerre commerciale et les menaces

faites par Trump d'une taxe de 200% sur les vins et champagnes européens, les investisseurs se sont tournés en masse vers ce métal précieux, considéré comme sûr dans les moments d'incertitude économique et politique. Une semaine après l'envolée, le prix n'est toujours pas redescendu.

"Le climat général d'incertitude depuis l'investiture de Donald Trump peut expliquer cette hausse du prix de l'or", constate auprès de franceinfo Neil Meader, directeur or et argent du cabinet de conseil en métaux précieux Metals Focus. Il estime que la guerre commerciale entre l'Europe et les Etats-Unis et, plus généralement, les droits de douane qu'impose Donald Trump au reste du monde sont en partie responsables. "Il y a une crainte des investisseurs que l'économie mondiale entre en récession", explique-t-il, ajoutant que des facteurs géopolitiques, avec la guerre en Ukraine et la reprise des bombardements à

Gaza, contribuent aussi au sentiment d'instabilité. Selon lui, "dans ce contexte, il n'est pas surprenant que les investisseurs se tournent vers l'or".

Au cours des cinq dernières années, d'autres grands événements internationaux avaient déjà affecté la valeur du métal : le cours de l'or avait enregistré une hausse significative en 2020 après le début de la crise du Covid-19, ainsi qu'en 2022, juste après l'invasion de l'Ukraine par la Russie.

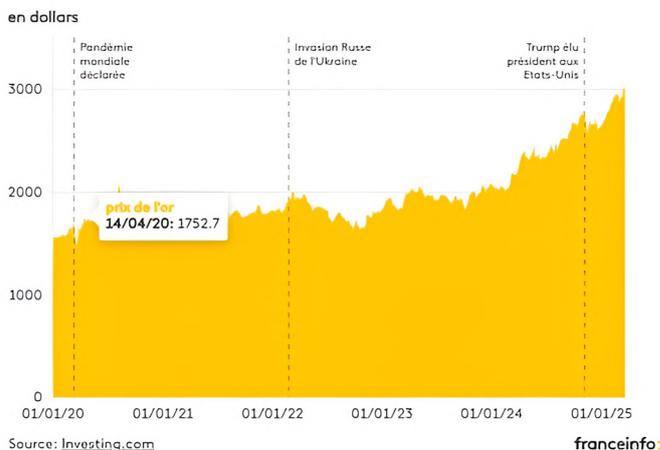
"Dans les moments d'instabilité, historiquement, le cours de l'or a plutôt tendance à s'apprécier", analyse auprès de franceinfo Benjamin Louvet, directeur de la gestion de matières premières chez OFI Invest Asset Management. "L'or est une valeur refuge puisque, à l'inverse d'une action, il existe physiquement. C'est un actif qui ne peut pas faire faillite."

Des prix tirés vers le haut par les banques centrales
Si l'or est particulièrement cher cette semaine et depuis les débuts chaotiques de l'administration Trump aux Etats-Unis, le prix du métal jaune a beaucoup augmenté ces dernières années. Son cours de Bourse est tiré vers le haut par une forte inflation, qui rend d'autres investissements moins attractifs, mais aussi par les achats massifs d'or effectués par certaines banques centrales. Depuis 2022, ces banques, et notamment la banque centrale chinoise, ont acheté 20% du marché de l'or tous les ans. "Sans elles, le cours de l'or n'aurait jamais atteint ces niveaux", expliquait Arnaud du Plessis, gérant de fonds pour CPR Asset Management, à La Voix du Nord (Nouvelle fenêtre). Selon lui, des politiques économiques bien précises poussent à ces achats : "Ce qui a été exprimé, en particulier par la Chine, est la volonté de dé-dollariser l'économie mondiale car, depuis la fin de la

Seconde Guerre mondiale, les Etats-Unis dominent le monde."

Evolution du cours de l'or depuis 2020

Une once (28,3 grammes) d'or valait 3059.6 dollars à l'ouverture du marché le 20 mars 2025.



Si la tendance des dernières années est un prix de l'or en hausse, Neil Meader estime tout de même qu'"il faudrait être en état de crise permanente pour que l'or se maintienne à son prix actuel". Selon lui, une résolution des conflits internationaux ou une stabilisation de l'économie américaine pourraient entraîner une petite baisse du prix de l'or.



 Résidence Les Orchidées Blanches Androhibe

 +261 32 07 696 49 - +261 34 01 696 49

 www.ccifm.mg

 ccifm@ccifm.mg  adhesion@ccifm.mg

 CCI France Madagascar

 CCI France Madagascar

 CCIFM Chambre de Commerce
et d'industrie France Madagascar

